

# 28.

## Entre routes migratoires, retours assistés et initiatives de réinsertion dans les régions du Sud-Est, du Nord et du Centre du Sénégal

Aly Tandian<sup>1</sup>

OBJECTIFS DU PACTE MONDIAL  
POUR LES MIGRATIONS



CONTRIBUTION  
DES MIGRANTS ET  
DES DIASPORAS



RETOUR ET  
RÉINTÉGRATION

**Résumé :** Le présent chapitre examine les effets des différentes formes de retour sur les migrants, leur famille et leur communauté au Sénégal, en particulier sous l'angle de la résilience et/ou du développement. Il s'intéresse avant tout au retour spontané et indépendant, au retour volontaire (effectué avec le soutien de l'OIM), et au retour forcé (expulsion). Il s'appuie sur des données recueillies dans le cadre d'entretiens individuels et collectifs menés avec des migrants de retour. Les résultats montrent que les migrants dont le retour est volontaire évoquent généralement, sur fond de fierté, une image idyllique de la migration, tandis que ceux dont le retour a été forcé ont tendance à être désenchantés. Certains migrants utilisent l'argent et l'expérience qu'ils ont obtenus à l'étranger pour devenir des entrepreneurs ; ils promeuvent l'image des migrants de retour en tant que force. Cependant, compte tenu de la tradition migratoire au Sénégal, le voyage de migration est considéré positif même si le migrant de retour rentre bredouille.

### Sources de données

À partir d'entretiens individuels et collectifs ainsi que d'une collecte de données quantitatives dans les régions du Sud-Est du Sénégal (Tambacounda, Kédougou et Kolda), du Nord (Matam) et du Centre (Kaolack et Louga) avec des migrants de retour, nous avons analysé les différents types de retour (spontané/indépendant, volontaire/avec le soutien de l'OIM et forcé/en cas d'expulsion).

### Principales conclusions

Au Sénégal, le retour du migrant ne se résume pas seulement à la désillusion des acteurs même si c'est le cas pour de nombreux candidats à la migration. Il existe des cas de migrants devenus des entrepreneurs grâce aux transferts d'argent et aux expériences acquises durant leurs voyages. L'image de migrants de retour *entrepreneurs* est un capital précieux car, pendant longtemps, les membres de la diaspora sénégalaise ont été considérés par des populations urbaines appelées « Boy Town » comme des acteurs non instruits et incapables d'engager des initiatives entrepreneuriales dans leur pays d'origine.

Le Sénégal est un pays où la migration est une légende qui rythme le quotidien des populations depuis des années. Ce n'est qu'au cours de la colonisation que les Sénégalais ont été connus au niveau de la sous-région ouest-africaine comme de « grands voyageurs », partant loin pour conquérir de nouveaux territoires, multiplier leurs lieux d'implantation et optimiser leurs chances de réussir. Par conséquent, le voyage est associé dans la société sénégalaise à un acte positif car il est censé modeler la personnalité et permettre à celui qui part d'acquérir des biens (im)-matériels même s'il peut vivre des expériences difficiles, voire rentrer bredouille.

<sup>1</sup> Observatoire Sénégalais des Migrations, Gaston Berger University of Saint-Louis du Sénégal.

Le désir de migrer vers l'Europe s'est davantage accéléré au cours des années 90 avec l'impact des chaînes de télévision à grande audience sur les populations, ce qui renforce cette illusion. Ces supports télévisuels cultivent par la magie de l'image une attraction, une image de l'ailleurs qui entretient une culture migratoire. Dans le discours local, certains migrants de retour, devenus entrepreneurs grâce aux transferts d'argent et aux expériences acquises durant leurs voyages, évoquent avec fierté une image idyllique de la migration tandis que pour d'autres ayant connu un retour forcé ou l'expulsion, le voyage constitue un véritable désenchantement. Une bonne partie de ceux-ci bénéficient du soutien de l'OIM pour les accompagner vers la réintégration.

À partir d'une approche socioanthropologique, des entretiens individuels et collectifs ainsi qu'une collecte quantitative ont été réalisés dans les régions du Sud-Est du Sénégal (Tambacounda, Kédougou et Kolda), du Nord (Matam) et du Centre (Kaolack et Louga) avec des migrants de retour pour analyser les différents types de retour (spontané/indépendant, volontaire/avec le soutien de l'OIM et forcé/en cas d'expulsion). L'intérêt de cet article est de voir également les effets de ces différents retours sur ces migrants et leurs familles et communautés, dans le domaine de la résilience et/ou du développement dans ces différentes régions du Sénégal.

## 28.1. Caractéristiques sociodémographiques et économiques des migrants de retour

À la suite d'une enquête réalisée auprès de 66 personnes (40 de Tambacounda, 12 de Kédougou et 14 de Kolda) revenues au Sénégal et parties en majorité en Libye dans le cadre d'une migration irrégulière, nous avons constaté que la majorité d'entre elles a quitté, pour la première fois, leur pays d'origine entre 2000 et 2015. En effet, 89 % des migrants irréguliers de retour n'ont quitté qu'une à deux fois leur région d'origine pour aller à l'étranger. Cependant, il nous paraît important de souligner que plus de 11 % des migrants irréguliers de retour, toutes régions confondues, ont quitté 3 à 5 fois leur région pour se rendre à l'étranger.

En nous référant aux données collectées, nous constatons que certaines personnes interviewées ont effectué leurs premières migrations durant les décennies passées. Ces migrations ont été faites pour la plupart par des personnes originaires de zones rurales. Le nombre de migrations effectuées varie entre 1 et 5. Toutefois, les migrations sur la période 2000-2015 sont les plus importantes (entre 3 à 5).

Par ailleurs, cette statistique est de loin plus élevée dans la région de Kolda où un (1) migrant irrégulier de retour sur trois (3) a quitté 3, 4 voire 5 fois sa région d'origine pour se rendre à l'étranger. Deux faits justifient cette situation : soit ils possèdent des papiers qui leur permettent de revenir et de repartir quand ils le souhaitent, soit ils retentent toujours l'aventure malgré les échecs répétés.

Avant de se rendre à l'étranger, ils vivaient en majorité en zone rurale. En moyenne, toutes régions confondues, 93 % venaient des zones rurales contre 7 % issus de zones urbaines. Pour ce qui est de l'activité professionnelle, la quasi-totalité de ces migrants irréguliers de retour nous confirment qu'ils travaillaient dans divers domaines avant de se rendre à l'étranger. En moyenne, toutes régions confondues, 50 % des migrants travaillaient, avant leur voyage, dans l'agriculture, 25 % dans l'élevage, 7 % dans le commerce, 2 % dans l'hôtellerie et la restauration et 5 % dans le domaine du transport. Il faut préciser que 22 % de ces migrants irréguliers de retour sont instruits, environ 7 % étant titulaires du baccalauréat ou d'un diplôme plus élevé.

Plusieurs raisons expliquent alors pourquoi ces migrants irréguliers de retour qui avaient un travail dans l'agriculture, l'élevage, le commerce ou le transport, pour ne citer que ces secteurs, ont décidé d'abandonner leur activité professionnelle au profit de la migration. Toutes régions confondues, la majeure partie des migrants irréguliers de retour évoque soit des contraintes liées au manque de financement (28 %), soit l'impossibilité d'épargner (24 %), ou encore des conditions de travail difficiles (18 %).

Le manque de financement, l'impossibilité d'épargner et le travail difficile constituent les raisons principales de l'abandon des activités professionnelles au profit de la migration à Tambacounda (75 %), à Kédougou (52 %) et à Kolda (63 %).

Il reste néanmoins important de souligner que, spécifiquement à Tambacounda et à Kédougou, 16 % des migrants irréguliers de retour soutiennent avoir abandonné leur activité précédente pour migrer car les bénéfices réalisés ne leur appartenaient pas.

## 28.2. Retour de migrants sénégalais : Entre désenchantement et assistance

Au Sénégal, la complexité du phénomène de l'émigration irrégulière le rend très difficile à mesurer, et il est pratiquement impossible de fournir des chiffres exacts sur son ampleur. Les données sur ce phénomène sont à la fois parcellaires et fournies de manière discontinue, en fonction de certains événements tragiques très médiatisés qui relèvent plutôt de l'humanitaire. Par exemple, les statistiques ne sont pas disponibles pour l'Espagne, un des deux principaux pays d'accueil de ces flux en Europe. Pour l'Italie, le ministère de l'Intérieur ne fournit des chiffres sur les effectifs que pour les arrivées en Italie par voie maritime : 5 981 Sénégalais en 2015, 10 327 en 2016 et 6 000 en 2017 (Ndione, 2018).

Au Sénégal, au cours des dix dernières années, de nombreux candidats à la migration ont été rapatriés car, étant en situation irrégulière, ils ne pouvaient réaliser leur rêve dans les pays de transit ou d'établissement. C'est le cas de plusieurs Sénégalais qui résidaient au Niger ou au Maroc. Dans ces deux pays, selon les lois communautaires de la CEDEAO pour le premier et les accords bilatéraux pour le deuxième, les populations sénégalaises sont dispensées de visa d'entrée ou de séjour. Elles peuvent y séjourner pour une durée de 90 jours sans être inquiétées par la police.

Leur retour au Sénégal s'est réalisé pour certains de manière indépendante alors que pour d'autres il s'est matérialisé grâce à la contribution de l'OIM dans le cadre de son mandat. C'est en ce sens que pour l'année 2017, 3 023 Sénégalais ont pu rejoindre leur pays d'origine. Ils étaient âgés de 9 à plus de 63 ans, la majorité ayant entre 18 et 26 ans (ibid.).

Ces retours assistés des migrants irréguliers concernent des hommes et des femmes originaires des quatorze régions du Sénégal, même s'il est nécessaire de signaler que les migrants de retour originaires de Tambacounda, Kédougou et Kolda représentent la majorité. Dans cette partie du Sénégal, le manque d'emploi des jeunes est souvent évoqué comme une raison fondamentale pour migrer.

Comme annoncé auparavant, plusieurs migrants de retour (spontané/indépendant, volontaire/avec le soutien de l'OIM et forcé/en cas d'expulsion) ont pu effectuer le voyage grâce aux ressources mobilisées par leurs parents. Dans ce contexte, le rapatriement au pays d'origine est perçu comme un échec. Aux yeux des migrants de retour et de leurs parents, la honte de l'échec est redoutée par tous car un migrant de retour rapatrié ou expulsé est considéré comme celui qui a gaspillé le peu d'argent de la famille.

À côté des migrants désillusionnés et ramenés au pays d'origine dans le cadre des programmes d'aide au retour et à la réintégration, il faut signaler qu'il existe au Sénégal de nombreux cas de retours volontaires, souvent peu documentés. Ceux-ci développent de manière individuelle ou collective des initiatives de réinsertion dont profitent plusieurs membres de leurs communautés.

Il existe également des cas de réussite due à des politiques de soutien à la réinsertion des migrants expulsés de leur pays de destination. Ces cas, certes peu nombreux, méritent d'être signalés pour rappeler le soutien à la réinsertion de la part de l'État du Sénégal ou d'institutions internationales.

## 28.3. Initiatives réussies de réinsertion des migrants de retour

Au Sénégal, depuis les grandes années de sécheresse (1972-1973 et 1982-1984), les associations d'émigrés basées en France se sont beaucoup investies dans la production agricole. Il y a eu par exemple des investissements dans les systèmes d'irrigation villageoise, la construction de retenues d'eau, etc.. Plus récemment, ces associations semblent avoir recentré leur action. À l'échelle individuelle, les transferts d'argent servent à sécuriser l'alimentation des parents restés au pays. Mais ils sont aussi quelquefois investis dans les activités de production agricole pour le paiement de la main-d'œuvre et des intrants. À la différence des migrants actifs dans les associations tout en restant à l'étranger, dans le Saloum (au centre du Sénégal), des migrants ont préféré rentrer au pays, où ils arrivent à investir des ressources financières gagnées durant leurs voyages. Des exemples de migrants de retour dans trois régions du Sénégal sont présentés ci-après.

Dans les régions de Kaolack et de Matam, des migrants de retour volontaire ont investi dans divers secteurs innovants grâce aux transferts d'argent et à leur expérience personnelle, tandis qu'à la Louga, des initiatives sont engagées grâce au Conseil régional qui organise chaque année le « Forum avec les émigrés ».

### 28.3.1. Moustapha – région de Kaolack : retour au Sénégal pour investir dans l'agriculture et l'élevage après plusieurs années à Lérída (Espagne)

Moustapha est à présent maire de la commune de Darou Salam à Kaolack. Il a migré en 2005, à l'âge de 30 ans. Il a effectué son premier voyage en France non pas pour migrer mais pour participer au Salon International de l'Agriculture, pour lequel il avait obtenu un visa de 45 jours. Ce voyage a été effectué parce qu'il était président du Cadre Local de Concertation des Producteurs mais surtout parce qu'en 2004, il avait réalisé une production record de 34 tonnes de semences. Un tel exploit lui a permis de participer à des visites d'échanges en Europe. Cependant, à son retour au Sénégal, il avait déjà le goût de la migration. Il a demandé et obtenu un visa de 6 mois pour repartir en Europe. Lors de ce deuxième voyage, il est parti pour rejoindre un ami à Lérída, en Espagne. Trois jours après son arrivée, il a trouvé du travail dans les champs. En 4 jours d'activité, il a gagné 400 euros. Il a rapidement fait son calcul et a eu envie de continuer ce travail avant de démissionner de son poste de fonctionnaire au ministère du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

Il est resté pendant 4 ans et demi sans avoir de papiers (titre de séjour). Il a obtenu ces derniers en 2009. Trois mois plus tard, il est rentré au Sénégal pour des vacances. À la fin de ses vacances, il est reparti en Espagne avec une de ses épouses, son neveu et son fils. De 2009 à 2014, il est revenu chaque année au Sénégal pour deux mois afin de se reposer. Il a pris la décision de rentrer à la suite de la crise financière de 2008 qui a affecté l'Espagne et l'Europe de manière générale. Sa prise de conscience pour un retour au Sénégal a commencé lorsque les charges familiales sont devenues pesantes pour lui. En outre, il s'est rendu compte que tous ses enfants ainsi que ses neveux voulaient le rejoindre en Espagne. Il est finalement rentré avec son épouse au Sénégal à la suite de longues hésitations ; c'était pour lui une manière de montrer à ses enfants et neveux qu'ils n'étaient pas obligés de partir en Europe pour réussir.

Durant son séjour en Espagne, Moustapha a fait des investissements. Il a eu à acheter à deux reprises une voiture 7 places pour la vente de poissons mais le projet n'a pas marché comme il le souhaitait. Pour cela, il avait fait un emprunt financier de 2 millions FCFA (3 048 euros) au Crédit Mutuel. L'échec de ce projet a été source de découragement pour lui. Par la suite, il a fait des « Opérations Tabaski »<sup>2</sup> mais ses proches prenaient gratuitement les moutons. Tout cela a motivé sa décision de rentrer au Sénégal pour gérer lui-même ses investissements. Pour préparer son retour au Sénégal, il a allongé la durée de son séjour au pays afin de mieux surveiller ses affaires. En 2014, il s'est lancé dans l'élevage de bœufs, puis, en 2016, dans l'élevage de petits ruminants. Il dispose actuellement de 90 têtes de bétail et fait travailler 4 ouvriers agricoles pour son activité d'élevage. Pour cela, il dispose de

<sup>2</sup> Tabaski ou Aïd-el-Kébir : fête musulmane signifiant la fête du sacrifice, ou « fête du mouton ».

60 hectares. Il veut exploiter avec sa femme un jardin maraîcher sur les 20 hectares, pour faire une culture de contre saison, de l'aviculture et de l'arboriculture. Il a appris la technique de goutte-à-goutte en Espagne qu'il veut mettre en place pour son verger. Il travaille avec un partenaire pour construire un forage. Pour les activités agricoles, il fait intervenir 13 ouvriers agricoles pendant 5 mois et sa famille en permanence. Il a créé un bureau de transfert d'argent à Nioro. Il compte continuer à investir dans l'agriculture car il a l'amour du métier et les connaissances nécessaires. Il a soumis son projet d'exploitation maraîchère au Fonds de Garantie des Investissements Prioritaires. En Espagne, il a également appris la technique de stabulation et de gestion de l'activité d'élevage, quelques méthodes pour soigner certaines maladies qui attaquent le bétail et des techniques pour engraisser rapidement les vaches. Il veut avoir un impact sur la sécurité nutritionnelle des populations de sa localité en cultivant des légumes pour une alimentation plus diversifiée, mais également par la disponibilité du lait de vache grâce à la stabulation. Il prévoit également de créer des emplois dans la transformation et la commercialisation du lait. Son seul regret est que les jeunes de la localité le prennent en exemple et cela les incite à vouloir émigrer car il a été le premier à le faire dans la zone. Ils l'ont vu construire un bâtiment en dur et acquérir des biens. Quand il voit des jeunes partir par la route ou la mer, il estime qu'il a sa part de responsabilité. Le côté positif de la migration est qu'il a pu acquérir des connaissances.

### 28.3.2. Sidy – région de Matam : Entre Brazzaville et Abidjan, il a su mobiliser des ressources financières pour investir dans l'agriculture au Sénégal

Né le 17 janvier 1963, Sidy est originaire de Matam. Son premier voyage date de 1977. De Dakar, il s'est rendu à Abidjan et à Brazzaville, où il est resté pendant 18 ans sans revenir au Sénégal. À Brazzaville, il travaillait comme maçon. Il est revenu quand il a senti que ses investissements au Sénégal n'étaient pas bien gérés par ses frères. Il a constaté que l'argent qu'il envoyait pour la construction de sa maison était détourné. En Côte d'Ivoire, il a fait du commerce mais il a aussi appris des techniques agricoles. Depuis 12 ans, il est de retour au Sénégal pour travailler dans le maraîchage et l'élevage grâce à l'argent qu'il a pu obtenir de la migration. Il cultive ainsi du maïs, des arachides et des haricots sur 7 hectares. Il fait du métayage avec des ouvriers agricoles mais il lui arrive d'employer des journaliers. Il dispose également de 22 têtes de bétail et de plus d'une centaine de moutons et de chèvres. Il a 4 employés pour l'élevage qu'il loge et nourrit, et paie 35 000 FCFA (53 euros) par mois. Il dispose de magasins au Congo. Ceux-ci sont gérés par ses frères qui sont restés dans ce pays. Au Sénégal, il compte continuer à investir surtout dans l'aménagement des terres.

### 28.3.3. Différents émigrés- région de Louga

Le Conseil régional organise chaque année le « Forum avec les émigrés » pour faciliter leur intégration (Sall *et al.* 2010). À Louga, par faute d'encadrement, les réalisations faites par des émigrés ayant choisi de rentrer volontairement au territoire d'origine, en majorité, ont toujours porté sur la construction de bâtiments qu'ils occupent avec leurs familles ou qu'ils mettent en location. Le loyer leur permet de faire face à certains frais comme la scolarité des enfants, les dépenses alimentaires quotidiennes, etc. Souvent, ces bâtiments sont loués à des fonctionnaires de l'État affectés à Louga. Pour pallier le déficit d'encadrement de ces émigrés par les autorités, une nouvelle approche de partenariat est mise en place. Dans ce contexte, le Conseil régional organise chaque année le « Forum avec les émigrés » afin de permettre aux populations de Louga, dans leur ensemble, de profiter de la migration de leurs compatriotes car auparavant seules les familles des migrants en tiraient profit grâce aux investissements immobiliers.

### **Le Directeur Régional de la Planification de Louga nous confirme cela en ces termes :**

« La plupart des investissements des émigrés tournaient autour du bâtiment et on a essayé au niveau du Conseil régional d'organiser le Forum des émigrés. Pendant la première édition, le Forum a été organisé avec les services techniques de la place et les émigrés [...] Il était question d'identifier les potentialités de la région dans le secteur de la pêche, de l'élevage, de l'agriculture, de l'artisanat, etc.. Chacun en ce qui le concerne a essayé de dégager les potentialités pour essayer d'orienter les émigrés qui avaient des idées de projet [...] Pour nous, il n'était plus question que les émigrés originaires de Louga continuent à investir à Dakar alors qu'il existe des possibilités d'investissement à Louga, d'autant plus que cette région regorge d'importantes potentialités. Si elles étaient bien exploitées, ce serait bénéfique pour la ville. Lors du Forum avec les émigrés, il était question de confronter les émigrés aux partenaires. [...] Nous avons décidé pour le Forum avec les émigrés de trouver des points focaux auprès des émigrés originaires de Louga et installés en Italie, en Espagne, etc.. Ces points focaux sont des relais d'informations pour permettre aux émigrés de s'organiser, de réfléchir sur des projets productifs » (entretien avec le Directeur Régional de la Planification de Louga, 21 février 2008).

Outre le « Forum avec les émigrés », les autorités politiques de Louga ont mis en place, dans le cadre de la coopération décentralisée, un « Guichet de l'entreprise » visant à « booster l'investissement à travers une synergie entre les émigrés de retour, les partenaires financiers et les autorités locales ». L'adjoint au gouverneur de Louga précise que « le "Guichet de l'entreprise" peut contribuer à la sécurisation des investissements des émigrés » (entretien avec le Directeur Régional de la Planification de Louga, 21 février 2008).

En lançant le « Forum avec les émigrés » et le « Guichet de l'entreprise », les élus politiques cherchaient à associer les émigrés revenus volontairement dans les orientations locales pour le développement de Louga et de ses environs.

C'est dans ce sens qu'à Louga, un émigré revenu volontairement qui a toujours évolué dans le milieu artistique en tant que promoteur de spectacles a ouvert un studio d'enregistrement musical qui emploie actuellement des jeunes de la ville et participe à l'éclosion des jeunes talents locaux à vocation culturelle.

M. Fall, émigré revenu volontairement et directeur du studio d'enregistrement musical, soutient qu'« il ne passe pas une journée sans que de nouveaux talents ne viennent taper à ma porte pour me présenter des maquettes de disque ou de cassette. Et en dehors de ces chanteurs, il y a les groupes de théâtres et de chorégraphies » (M. Fall, entretien le 21 février 2008).

Il faut toutefois signaler que les investissements de ces émigrés n'échappent pas quelquefois à des difficultés dues à leur faible niveau d'instruction ainsi qu'aux risques de détournement des fonds par des parents ou amis qui avaient la charge de la gestion des activités. Il reste évident que ces initiatives économiques vont mettre du temps avant de connaître un véritable décollage économique.

Parallèlement à ces différents migrants rentrés volontairement au Sénégal pour y investir dans le secteur agricole, des migrants revenus de Libye sont confrontés à de nombreux problèmes de retour ou de réinsertion socioéconomique. Pour faire face à ces difficultés, l'OIM a mis en place un processus d'aide au retour volontaire et à la réintégration afin d'aider des migrants sénégalais à bien se réintégrer dans leur communauté. En effet, dans le processus de réintégration, l'OIM offre aux migrants de retour des informations relatives aux débouchés possibles au Sénégal, tout en informant les migrants potentiels sur les risques et dangers de l'immigration irrégulière. C'est le cas de Diallo, qui a profité d'un accompagnement de l'OIM.

### 28.3.4. Diallo – région de Kolda – migrant rentré de Libye avec l'aide de l'OIM en mars 2019

Diallo est un émigré qui a vécu en Libye avant de décider de revenir à Kolda avec l'accompagnement de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Avec celle-ci, Diallo a pu bénéficier d'un financement pour disposer d'une boutique où il répare et vend des téléphones portables. Selon lui, le financement a changé sa vie en peu de temps :

Il faut noter que Diallo fait partie des bénéficiaires de la centaine de projets mis en place par l'OIM pour accompagner la réintégration des 1 285 migrants de retour entre juin 2017 et juin 2019. Selon Richard Danziger, Directeur général de l'OIM en Afrique de l'Ouest et du Centre, « l'accompagnement de l'OIM a pour idée d'atténuer les souffrances des migrants de retour. Il s'agit aussi de trouver des perspectives aux migrants de retour pour montrer un visage plus positif, plus sûr et plus bénéfique de la migration ».

**« J'ai une situation aujourd'hui grâce à l'OIM. Je parviens à satisfaire mes besoins personnels et à soutenir mes parents grâce à cette activité. Je ne cesse de conseiller aux amis restés en Libye de faire comme moi pour revenir et travailler au Sénégal »**

**(Diallo, émigré revenu de Libye et accompagné par l'OIM en mars 2019).**

## 28.4. Conclusion

Au Sénégal, le retour des migrants ne se résume pas à la désillusion des acteurs, même si c'est le cas pour de nombreux candidats à la migration. Il existe des cas de migrants devenus des entrepreneurs grâce aux transferts d'argent et aux expériences acquises durant leurs voyages. L'image de migrants de retour *entrepreneurs* est un capital précieux car, pendant longtemps, les membres de la diaspora sénégalaise ont été considérés par des populations urbaines appelées « Boy Town » comme des acteurs non instruits et incapables d'engager des initiatives entrepreneuriales dans leur pays d'origine.

En effet, la création d'entreprise par des migrants de retour peut être inscrite dans une double tendance : une nette augmentation du nombre d'entrepreneurs et une nette évolution de la qualité de ces entreprises. Les prochaines mutations dans le milieu de l'agriculture vont certainement être causées par les investissements des migrants, surtout dans les régions du centre et du Nord qui constituent des zones d'attraction agricole du fait de leur position géographique.

- Ndione, B.  
2018 *Migration au Sénégal. Profil national 2018, FMM West Africa, ANSD, Projet financé par l'Union européenne et la CEDEAO.*
- Sall, M., S. M. Tall, A. Tandian, A. A. Samb, M. A. K. Sano et M. S. Sylla  
2010 *International Migration, Social Change and Local Governance in Ourosogui and Louga, Two Small Urban Centres in Senegal. Human Settlements Working Paper Series No. 23. International Institute for Environment and Development, Londres.*